

Mobilisés pour le secteur du Grand âge

Mardi 24 septembre marquait la troisième édition de l'opération nationale « Les Vieux méritent mieux » initiée par la Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements & services pour personnes âgées (Fnadepa). Dix-huit organisations et fédérations du grand âge, dont l'Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles (UNA), s'étaient engagées, parlant d'une même voix. Du jamais vu dans un secteur qui a décidé de hausser la voix, réunissant plus de 40.000 personnes en France.

À Dompierre, près d'une quarantaine de personnes se sont retrouvées devant le siège social de « Dom Services Plus » qui participait pour la première fois : usagers, aidants, EHPAD les Vignes, mairies et élus du territoire, habitants concernés, salariés, bénévoles, avant de marcher jusqu'à la mairie.

Réunis autour du maire Michel Brunner et du député Yannick Monnet, les participants ont partagé leurs inquiétudes sur le financement et la considération du Grand Âge en France. En plus d'« une pénurie de personnel



MOBILISATION. Elle a débuté devant le siège de Dom Services Plus.

chronique depuis des années, les établissements et services sont confrontés à une dégradation accélérée de leur situation budgétaire. Une « double peine » qui pèse sur la qualité de l'accompagnement des personnes âgées et la survie même de nombre de structures », estime Carinne Bouchy, directrice de Dom Service plus.

Les raisons de cette dégradation sont connues : « impact de l'inflation, insuffisances de financement des mesures salariales, surcoûts de l'intérim... » auxquelles il faut ajouter « un sous-financement depuis des années par l'État et les départements au regard des besoins réels d'accompagnement ».

Le Grand âge est ainsi pris dans un étau, entre accroissement des besoins d'accompagnement d'une population vieillissante d'un côté et moyens contraints, difficultés de recrutement, augmentation des charges de l'autre. « Face à ce dilemme, les professionnels refusent de devoir faire des choix humainement inacceptables tandis que les personnes âgées et leurs proches aidants, eux, s'inquiètent de la qualité de la prise en charge et d'un coût élevé qui reste à leur charge », ont résumé les participants.

D'ici 2030, en une décennie, le nombre des 75-84 ans aura augmenté de 48 %, entraînant, mécaniquement, plus de besoins

d'accompagnement social et en soin. Le défi est immense et pourtant, comme l'ont déploré les participants lors du débat en mairie, « aucun gouvernement n'a jamais inscrit le vieillissement dans les priorités nationales ».

Des investissements

Comme l'ont relevé les participants à la mobilisation organisée par « Dom Services Plus », les « solutions sont connues et ne laissent plus place aux concertations ». « Il est nécessaire de mener une politique volontariste pour renforcer l'attractivité et la reconnaissance des métiers du Grand âge. Pour cela, il faudra débloquer un fonds d'urgence pour les établissements et services en grande difficulté et combler les déficits accumulés. Enfin, il est temps de lancer une vraie réforme structurelle via la loi de programmation. »

Il s'agit d'investir non seulement « dans un secteur pourvoyeur d'emplois, non délocalisables et porteurs de sens, mais aussi et surtout, pour l'avenir de notre pays et de sa cohésion sociale », a conclu Carinne Bouchy. ■